



IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés



INCLUSION FINANCIÈRE PAR LA BASE :

Comment l'épargne
communautaire peut ouvrir
la voie à la formalisation de
l'or artisanal au Burkina Faso

● ● ●

Inclusion financière par la base : Comment l'épargne communautaire peut ouvrir la voie à la formalisation de l'or artisanal au Burkina Faso

Auteurs : Kady Seguin, Victoria Reichel, Raphael Deberdt

Directrice de publication : Zuzia Danielski

Design et mise en page : Green Communication Design | www.greencom.ca

Tous nos remerciements à Hamado Derra, Jean Paul Lonema et Oscar Katho qui ont fourni des recherches essentielles au cours du projet Fondations pour la paix qui a alimenté ce rapport. Des remerciements sont également adressés à l'Alliance pour une mine responsable, nos partenaires de mise en œuvre du projet. Sans eux, ce rapport n'aurait pas pu être réalisé.

© IMPACT Transformer la gestion des ressources naturelles, mars 2023

ISSN : 978-1-897320-51-8

Pour obtenir la permission de reproduire ou de traduire l'intégralité ou des passages de cette publication, merci de contacter IMPACT.

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable.

IMPACT remercie Affaires mondiales Canada pour son appui à la recherche et à la rédaction de ce rapport. Les opinions ici présentées sont celles des auteurs et des participants individuels. Elles ne reflètent pas nécessairement la politique d'Affaires mondiales Canada ou du gouvernement du Canada.



TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	IV
TERMES CLÉS	IV
INTRODUCTION	1
PRINCIPALES CONSTATATIONS	4
 SECTION 1 : PORTRAIT DU SECTEUR DE L'EXTRACTION ARTISANALE DE L'OR AU BURKINA FASO	 5
Une activité lucrative pour beaucoup	6
Incitatifs au commerce illicite	8
Une cible pour les groupes armés	9
Comment fonctionne le préfinancement dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or	10
Un modèle financier viable	11
 SECTION 2 : ACCÈS AU FINANCEMENT FORMEL AU BURKINA FASO	 12
Un manque d'options pour les communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or	13
Réticence des institutions financières à s'ouvrir aux communautés minières	14
 SECTION 3 : DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES MODES DE FINANCEMENT INFORMELS	 16
Types de financement informels dans les communautés minières	17
Cycle de la dépendance envers le financement parallèle	18
 PARTIE 4 : COMMENT LE MANQUE D'ACCÈS AU FINANCEMENT AFFECTE LES FEMMES MINIÈRES	 20
Portrait des femmes dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso	21
Accès au financement pour les exploitantes minières du Burkina Faso	22
Conséquences des inégalités d'accès au financement	23
 SECTION 5 : DES COMMUNAUTÉS PLUS RÉSILIENTES GRÂCE AUX GROUPES D'ÉPARGNE	 26
Les associations villageoises d'épargne et de crédit en bref	27
Les groupes d'épargne dans les communautés minières artisanales	27
Les groupes d'épargne au service de l'égalité des genres et de la formalisation du secteur	29
Contribution des groupes d'épargne à la paix et à la sécurité	31
 CONCLUSION	 34

ACRONYMES

AFECCOR	Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable
AMC	Affaires mondiales Canada
ARM	Alliance pour une mine responsable
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
BNAF	Brigade nationale anti-fraude de l'or
EAU	Émirats arabes unis
EMAPE	Exploitation minière artisanale et à petite échelle
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
FMI	Fonds monétaire international
IFD	Institution financière de développement
IMF	Institution de microfinance
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
RCPB	Réseau des caisses populaires du Burkina
RDC	République démocratique du Congo
REAFECOM	Réseau pour l'autonomisation des femmes des communautés minières
SOFIPE	Société pour le financement de la petite entreprise

TERMES CLÉS

Cohésion sociale : Solidarité au sein d'une population et solidité des relations qui existent entre ses membres.

Exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) : Activités d'exploitation minière essentiellement parallèles où les technologies sont rudimentaires et la machinerie est réduite au minimum. L'EMAPE est particulièrement répandue dans les pays en développement.

Formalisation : Processus visant à rompre les liens avec le commerce illégal, à commencer à percevoir les produits de la vente des minéraux extraits de façon artisanale et à limiter les répercussions socioéconomiques négatives de l'exploitation minière. Ce processus peut passer par l'instauration de cadres juridiques et l'établissement d'un accès aux sites, aux données géologiques, aux capitaux, aux équipements et à du soutien technique.

Inclusion financière : Possibilité des populations d'accéder à des produits et services financiers utiles et abordables qui répondent à leurs besoins. L'inclusion financière peut comprendre la capacité à effectuer des paiements et des transactions, à épargner, à contracter des emprunts et à souscrire une assurance.

Populations non bancarisées : Populations qui ne sont desservies par aucune institution financière et qui n'ont pas de compte bancaire.

Résilience économique : Capacité d'une personne à faire face à une dépense imprévue ou de s'en remettre rapidement.

INTRODUCTION

L'extraction artisanale de l'or constitue une importante source de revenus pour environ un million de femmes et d'hommes au Burkina Faso¹, dont beaucoup vivent dans une situation d'extrême pauvreté et de défis sécuritaire.

Ce secteur fonctionne en grande partie de manière informelle – c'est-à-dire hors de la réglementation prévue par le gouvernement central – et il est fortement lié aux pratiques coutumières et traditionnelles. Malgré les efforts déployés au cours des dernières années pour en formaliser le fonctionnement, notamment par la création d'un organisme spécial, il subsiste de nombreux obstacles, dont une absence généralisée de mesures pour inciter les exploitantes et exploitants ainsi que les négociants à exercer leurs activités en toute légalité. Par conséquent, une part considérable de l'or artisanal du Burkina Faso est exportée en contrebande en vertu de conditions financières plus avantageuses pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

En plus de drainer les fonds publics, le commerce illégal de l'or artisanal suscite de vives inquiétudes quant à ses liens éventuels avec la criminalité et le blanchiment d'argent. De leur côté, les groupes armés présents au pays et ailleurs dans le Sahel, tels que les groupes djihadistes, ont ciblé de plus en plus le secteur pour servir leurs objectifs politiques et financer leurs activités.

Or, la question de l'accès au crédit est d'une importance cruciale pour la formalisation du secteur et l'abandon du commerce illégal par les exploitantes et exploitants et les négociants.

Le secteur de l'extraction artisanale de l'or fonctionne selon un modèle basé sur le préfinancement, qui détermine en grande partie où l'or et les liquidités affluent et par quels circuits ils passent. Incidemment, les exploitantes et exploitants affichent pour la plupart des taux d'exclusion élevés dans l'offre des services financiers. Souvent non bancarisés, ils arrivent rarement à obtenir du financement auprès de projets de microcrédit ou d'institutions financières. Ils dépendent conséquemment de sources de financement informelles telles que les négociants informels qui leur achètent leur or.

La mise en place de mécanismes d'épargne et de crédit adaptés aux communautés de l'or artisanal, tels que les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), peut marquer un premier pas important vers l'amélioration de l'inclusion financière des exploitantes et exploitants artisanaux et la réduction de leur dépendance à l'égard de formes de prêt plus abusives.

Le présent rapport examine les liens entre l'inclusion financière, la formalisation des activités d'exploitation minière artisanale et le commerce illicite de l'or. Il explique pourquoi l'inclusion financière est un aspect déterminant des



**1 MILLION DE
PERSONNES**
TRAVAILLENT DANS
LE SECTEUR DE
L'OR ARTISANAL AU
BURKINA FASO

¹ « Burkina Faso », base de données Delve, <https://delvedatabase.org/data/countries/burkina-faso> [source consultée le 22 décembre 2022].

efforts destinés à formaliser le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) et à encourager le recours aux circuits de vente légaux. Il examine également ces questions du point de vue du genre pour cerner les défis particuliers qui jalonnent le parcours des femmes minières et pour montrer qu'une approche axée sur l'autonomisation des femmes s'impose si l'on veut rendre les efforts de formalisation plus équitables et plus durables.

Cette étude d'IMPACT repose sur l'analyse de travaux de recherche antérieurs consacrés au commerce de l'or au Burkina Faso et dans les environs, ainsi qu'à l'inclusion financière dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or. Elle s'enrichit des connaissances empiriques acquises par IMPACT, ainsi que des données recueillies lors de la mise en œuvre du projet Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable (AFECCOR), en République démocratique du Congo (RDC), et du projet Fondations pour la paix, au Burkina Faso².

Cette étude a pour sujet le secteur de l'extraction artisanale de l'or, l'inclusion financière et leurs liens avec la formalisation et les initiatives destinées à mettre fin au commerce illicite de l'or au Burkina Faso. Ses conclusions peuvent toutefois s'appliquer aux communautés qui pratiquent l'extraction artisanale de l'or dans plusieurs autres pays du monde.

Fondations pour la paix

LE PROJET ENCOURAGE
L'INCLUSION FINANCIÈRE
DES FEMMES DANS LES
COMMUNAUTÉS MINIÈRES



Le projet Fondations pour la paix d'IMPACT vise à favoriser un secteur de l'extraction artisanale de l'or plus responsable au Burkina Faso tout en améliorant les conditions de sécurité qui prévalent au sein des communautés minières. Il contribue aux efforts de pacification en encourageant l'autonomisation économique des femmes et l'inclusion financière au sein des communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or. En même temps, il renforce la capacité des parties prenantes locales à lutter contre le commerce illicite de l'or artisanal et à promouvoir son commerce légal. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec l'Alliance pour une Mine Responsable (ARM).

2 « Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable », IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/autonomisation-des-femmes-par-lepargne-et-le-credit-communautaire-responsable/> [source consultée le 22 décembre 2022]. Voir aussi « Fondations pour la paix », IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/fondations-pour-la-paix/> [source consultée le 22 décembre 2022].

CONSTATATIONS clés

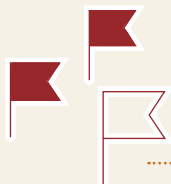
La formalisation du secteur de l'extraction artisanale de l'or doit comprendre des aspects **D'ACCÈS AU FINANCEMENT.**



À défaut de services financiers formels, les orpailleurs et les négociants dépendent du **FINANCEMENT INFORMEL.**

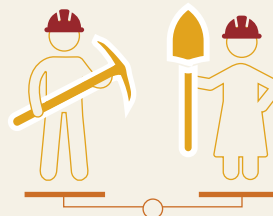


Les financements informels sont considérés par les institutions financières formelles comme un **RISQUE DE CONFORMITÉ.**



Les groupes d'épargne communautaire offrent des **FORMATIONS ET DES SERVICES FINANCIERS** de base.

Les groupes d'épargne communautaire qui adoptent une démarche intégrant la dimension genre peuvent contribuer à **L'ÉGALITÉ DES GENRES.**



Les groupes d'épargne communautaire évoluent souvent vers d'autres formes de **REGROUPEMENTS MINIERES PLUS STRUCTURÉS.**



Les groupes d'épargne communautaire réduisent la dépendance de leurs membres envers les pratiques de **PRÊT PARALLÈLES PLUS ABUSIVES.**



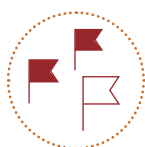
PRINCIPALES CONSTATATIONS



La formalisation du secteur de l'extraction artisanale de l'or doit prendre en compte les modalités **D'ACCÈS AU FINANCEMENT**, car il est rare que les acteurs de l'EMAPE et les communautés minières aient accès à des services financiers formels.



À défaut de services financiers formels, les exploitantes et exploitants miniers artisanaux et les négociants dépendent, pour préfinancer leurs activités, de **SOURCES INFORMELLES** provenant notamment d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement.



Ces sources de financement informelles sont considérées par les institutions financières formelles comme un **RISQUE DE CONFORMITÉ**, ce qui empêche les exploitantes et exploitants miniers artisanaux d'obtenir du crédit en bonne et due forme et les maintient dans un état de dépendance envers des pratiques de prêt plus abusives.



Les groupes d'épargne communautaire offrent des **FORMATIONS ET DES SERVICES FINANCIERS** de base à des populations qui possèdent peu, voire pas du tout d'expérienceS en matière d'épargne et de crédit, ce qui accroît leur sécurité économique et leur stabilité financière.



Les groupes d'épargne communautaire qui adoptent une démarche liée au genre peuvent contribuer à **L'ÉGALITÉ DES GENRES** au sein des communautés et encourager la participation des femmes aux efforts de formalisation.



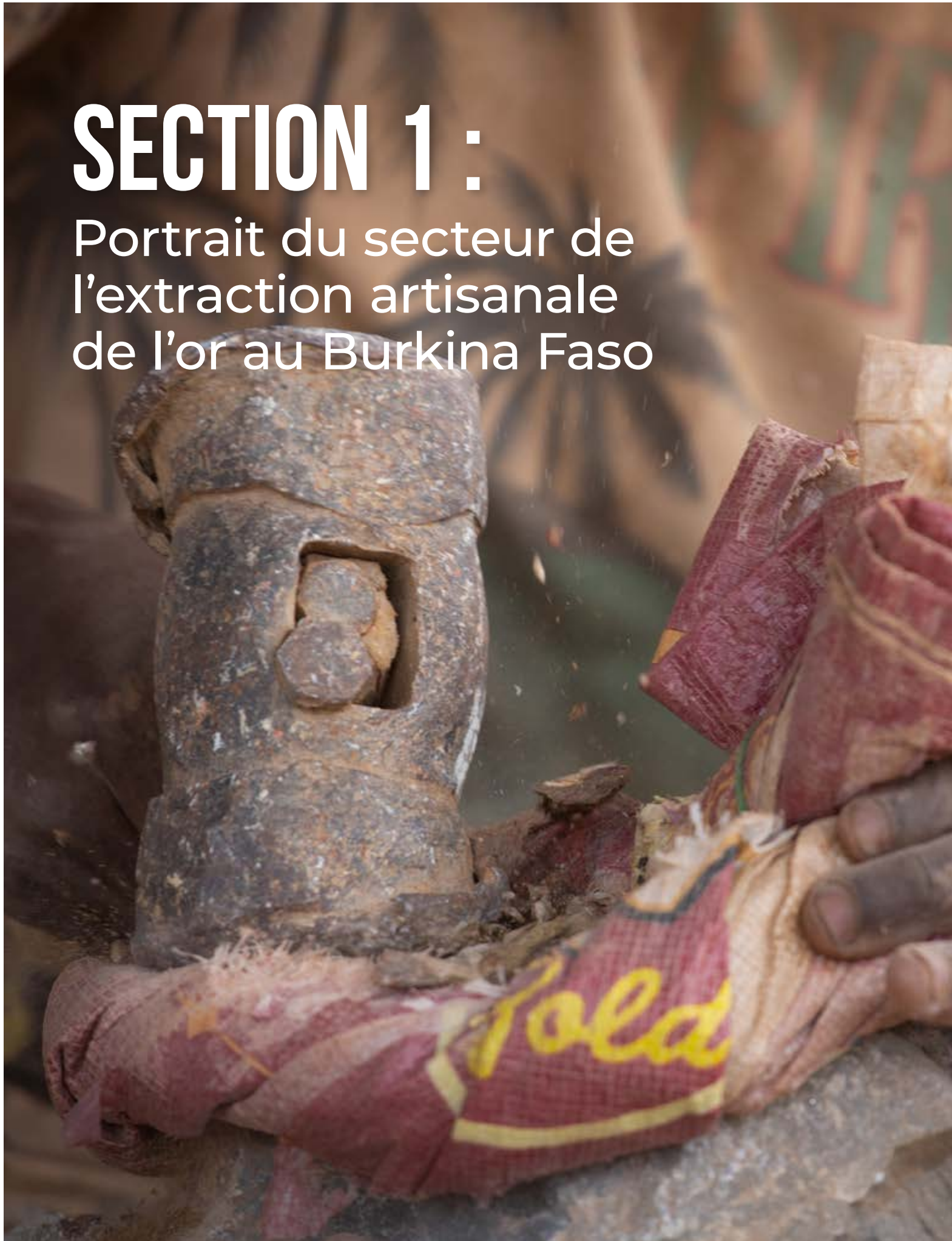
Les groupes d'épargne communautaire évoluent souvent vers d'autres formes de **REGROUPEMENTS MINIERs PLUS STRUCTURÉS**, ce qui les met sur la voie de la formalisation et de la légalité du commerce.



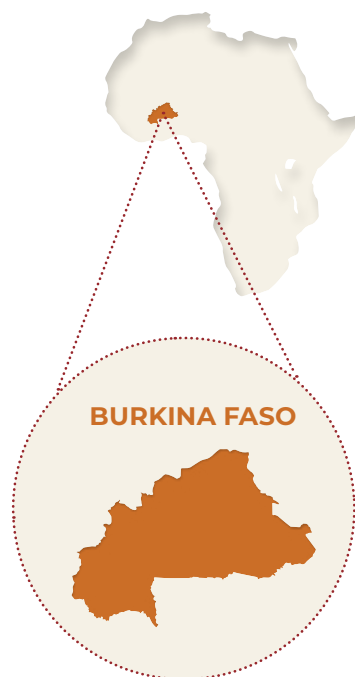
Les groupes d'épargne communautaire réduisent la dépendance de leurs membres envers les pratiques de **PRÊT PARALLÈLES PLUS ABUSIVES** qui règnent dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or.

SECTION 1 :

Portrait du secteur de
l'extraction artisanale
de l'or au Burkina Faso



Une activité lucrative pour beaucoup



Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest qui compte 19 millions de personnes parmi les plus pauvres du continent africain. En 2020, 40 % de la population du pays était considérée comme vivant sous le seuil de la pauvreté³ et, en 2021, le Burkina Faso se situait au 184^e rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain⁴.

Sur le plan politique, la situation du pays est instable, notamment depuis l'insurrection populaire qui a mis fin aux 30 ans de règne de Blaise Compaoré, en 2014⁵. Depuis ce jour, les gouvernements militaires, les coups d'État et les soulèvements populaires se sont succédé et ont fortement ébranlé la sécurité du pays⁶. La présence de divers groupes armés (dont les djihadistes) dans le nord du pays, et plus généralement dans le Sahel, a également contribué à des conditions de sécurité préoccupantes, voire explosives.

La prévalence de la pauvreté au sein des populations du Burkina Faso explique en partie l'attrait qu'exerce l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or, une pratique profondément ancrée dans le contexte économique et socioculturel du pays depuis l'époque précoloniale. Le sud du pays, appelé « Pays lobi », constituait autrefois une réserve d'or de premier ordre qui approvisionnait les marchés internationaux⁷. Cependant, depuis les crises alimentaires des années 1980, les activités d'extraction artisanale de l'or se sont brusquement intensifiées, surtout dans les régions les plus démunies du Nord. Des sécheresses répétitives ont provoqué un déplacement des zones d'exploitation minière du sud vers les provinces septentrionales de La Gnagna, du Séno, du Soum et de l'Oudalan⁸. Aujourd'hui, les activités d'extraction artisanale

3 La Banque mondiale au Burkina Faso, *Banque mondiale*, 21 septembre 2022, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>.

4 « Human Development Index, Burkina Faso », Programme des Nations unies pour le développement, 8 septembre 2022, <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data/#/countries/BFA>.

5 Amnesty International, « Qu'est-ce qu'ils avaient dans la tête pour tirer sur les gens? » *La répression de manifestations contre le gouvernement au Burkina Faso*, janvier 2015, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr60/001/2015/fr/>. Voir aussi Bettina Engels, « Different means of protect, same causes: Popular struggles in Burkina Faso », *Review of African Political Economy*, vol. 42, n° 143, 2015, p. 92-106, <https://doi.org/10.1080/03056244.2014.996123>.

6 « Burkina Faso: Coup Raises Serious Rights Concerns », *Human Rights Watch*, 30 septembre 2022, <https://www.hrw.org/breaking-news/2022/09/30/burkina-faso-coup-raises-serious-rights-concerns>.

7 Katja Werthmann, « Gold mining and Jula influence in precolonial southern Burkina Faso », *Journal of African History*, vol. 48, 2007, p. 195-414, <https://www.jstor.org/stable/40206587>. Voir aussi Jean-Baptiste Kietheta, *La métallurgie lourde au Burkina Faso. Une technologie à l'époque précoloniale*, Paris, Karthala, 2009.

8 Katja Werthmann, « Cowries, gold and 'bitter money' gold-mining and notions of ill-gotten wealth in Burkina Faso », *Paideuma: Mitteilungen zur Kulturkunde*, 49, 2003, 105-124, <https://www.jstor.org/stable/40315513>. Voir aussi Katja Werthmann, « The drawbacks of privatization: Artisanal gold mining in Burkina Faso 1986-2016 », *Resources Policy*, vol. 52, 2017, p. 418-426, <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2017.04.007>.

de l'or sont exercées dans les régions les plus pauvres et les plus instables du pays. Elles représentent un gagne-pain essentiel pour des centaines de milliers d'exploitantes et d'exploitants miniers et les personnes à leur charge⁹.

Alors que le gouvernement du Burkina Faso a concentré jusqu'ici ses investissements dans le secteur de l'exploitation aurifère industrielle, l'extraction artisanale reste un moyen important de tirer profit des vastes gisements d'or du pays. En 2020, on estimait que 49 581 kg d'or issus de 451 sites miniers provenaient de l'extraction artisanale au Burkina Faso¹⁰. Cette production est le fait des exploitantes et des exploitants miniers, qui travaillent pour la plupart de façon informelle, l'or étant négocié par des réseaux d'acteurs qui, bien souvent, contournent les voies légales d'achat et de vente.



**49 581 KG D'OR
ARTISANAL
EXTRAITS EN 2020**

Si l'extraction artisanale de l'or est souvent la source de revenus la plus lucrative pour les populations rurales, elle est rarement la seule.

Une étude menée par IMPACT sur les communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso révèle que les exploitantes et exploitants artisanaux ont tendance à toucher des revenus plus variés que la main-d'œuvre d'autres secteurs ruraux¹¹. En moyenne, les artisans miniers de ces communautés gagnent 40 750 francs CFA par mois grâce à 2,3 sources de revenus différentes. En comparaison, les travailleuses et travailleurs des autres secteurs gagnent en moyenne 17 % de moins. Ils touchent en moyenne 33 656 francs CFA par mois grâce à 1,5 activités.

Les autres occupations comprennent l'agriculture et le commerce maraîcher (68 %), l'élevage (24 %), le petit commerce (22 %) et d'autres services tels que la préparation de repas et la vente de marchandises (11 %).

**REVENU DES
ORPAILLEURS :
40 750 CFA
PAR MOIS**



**NON-ORPAILLEURS :
33 656 CFA
PAR MOIS**



⁹ On estime que le nombre d'exploitantes et d'exploitants se situe entre 200 000 et plus de 1 million. Voir Delve, Burkina Faso.

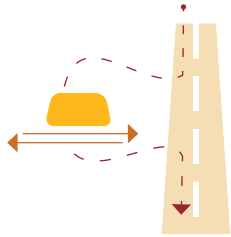
¹⁰ Ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique du Burkina Faso, *Plan d'action national de réduction, voire d'élimination du mercure dans l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or conformément à la convention de Minamata sur le mercure*, 2020, p. 22, https://www.mercuryconvention.org/sites/default/files/documents/national_action_plan/PAN_EMAPE_Burkina-Faso_April2020_FR.pdf.

¹¹ Les données de base du projet Fondations pour la paix d'IMPACT ont été recueillies en janvier 2022. Ce projet regroupait 207 hommes et 299 femmes des communautés minières du Centre-Ouest et du Centre-Nord du Burkina Faso. Parmi les répondantes et répondants à l'enquête, 115 étaient des exploitantes et exploitants miniers.

Incitatifs au commerce illicite

Nombreux sont les facteurs qui incitent les artisans miniers et négociants à exercer leurs activités en dehors des circuits légaux. Pendant longtemps, le sous-secteur évolue sans grande surveillance de la part des autorités réglementaires et il est tributaire de formes de pratiques plus traditionnelles et coutumières. Ces systèmes parallèles perdurent à certains endroits, bien que récemment le gouvernement central a commencé à injecter des fonds plus substantiels – quoique toujours limités – dans la formalisation de l'extraction artisanale de l'or.

LES ORPALLEURS
ET LES NÉGOCIANTS
CONTOURNENT
LES VOIES LÉGALES
POUR ACHETER ET
VENDRE DE L'OR



En plus de cette coupure avec les systèmes de gouvernance traditionnels, la plupart des exploitantes et exploitants et des négociants voient peu d'intérêt à emprunter les circuits de vente légaux. En fait, ceux-ci sont souvent hors de leur portée en raison des coûts trop élevés qu'ils représentent. En plus, la plupart des organismes et services gouvernementaux chargés d'autoriser l'extraction, l'achat et la vente d'or sont situés à bonne distance des sites miniers. C'est sans compter les longs trajets que les exploitantes et exploitants doivent parcourir pour aller à la rencontre des acheteurs autorisés, alors que les acheteurs du système parallèle, eux, sont situés à proximité. Enfin, les frais et taxes élevés perçus sur les permis d'extraction ou de vente de l'or constituent un autre facteur coercitif qui rend la formalisation inaccessible pour une majorité.

Si quelques négociants et exportateurs d'or se plient à certaines exigences juridiques en matière d'enregistrement et de permis, il ne fait pas de doute que même eux ne vendent pas tout leur or par les voies légales. Par exemple, selon un rapport de 2016 citant la Brigade nationale anti-fraude de l'or (BNAF), seulement 10 comptoirs enregistrés auprès du gouvernement, sur un total de 67, avaient déclaré leurs volumes d'achat et de vente conformément à leurs obligations trimestrielles¹².

La majeure partie de l'or est achetée et vendue par des négociants burkinabés, ainsi que par des commerçants étrangers ayant des liens avec la Chine ou les Émirats arabes unis (EAU)¹³. Selon des chercheurs, l'or qui sort du Burkina Faso chemine vers des carrefours d'échange comme les EAU et la Suisse, généralement après être passé par des pays voisins comme le Mali¹⁴.

12 Yves Bertrand Alvarez, Baptiste Coué et Patrick Schein, *Supply chains of artisanal gold in West Africa: A study of the supply chain in two gold-producing regions of Burkina Faso and Senegal*, Alliance pour une mine responsable, 2016, https://www.responsiblemines.org/wp-content/uploads/2018/04/Publication-supply-chains-artisanal-gold-west-africa_-ENGL_-baja.pdf.

13 Observations issues de travaux de recherche menés par IMPACT et l'AMR en juillet 2021 dans le cadre du projet Fondations pour la paix.

14 Alan Martin et Hélène Helbig de Balzac, *L'Eldorado ouest-africain : Cartographier le commerce illicite de l'or en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso*, Partenariat Afrique Canada (aujourd'hui IMPACT), 2017, <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/2016-Jan-Leldorado-ouest-africain-cartographie-du-commerce-illicite-de-lor-en-cote-divoire-au-mali-et-au-burkina-faso.pdf>; Marcena Hunter, *Beyond Blood: Gold, Conflict and Criminality in West Africa*, Global Initiative Against Transnational Crime, novembre 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/11/Marcena-Hunter-Beyond-blood-Gold-conflict-and-criminality-in-West-Africa-GI-TOC-November-2022.pdf>.

En raison de sa petite taille, l'or est facile à dissimuler aux frontières ou aux douanes aéroportuaires. Pour donner une idée de l'ampleur du problème, les auteurs d'une étude commanditée par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO) en 2018 estiment qu'au moins 7 000 kg d'or artisanal provenant du Burkina Faso sont introduits clandestinement au Togo chaque année¹⁵, bien qu'il semble que l'or affluant au Togo ait changé de destination depuis quelques années¹⁶.

Une cible pour les groupes armés

Si l'extraction artisanale de l'or contribue à la sécurité économique de plusieurs, elle se trouve de plus en plus dans la mire des autorités en tant que source de financement des groupes armés de la région, dont les djihadistes actifs au Sahel. Une panoplie de mécanismes sont mis à profit pour extraire de la valeur du secteur, que ce soit la taxation des voies de transport de l'or, la création de rackets de protection ou même prendre le contrôle des gisements aurifères¹⁷.

Ce sont les communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or qui en paient le prix, fuyant leur domicile en masse devant la flambée de violence engendrée depuis quelques années par les groupes armés. Selon un rapport, environ la moitié des sites miniers artisanaux du pays se trouvent dans un rayon de 25 km d'une attaque djihadiste¹⁸.

Pourtant, au moment où le gouvernement réprime les pratiques illicites au prix d'une escalade des tensions locales et de l'insécurité économique des populations, certaines communautés sont contraintes de s'allier à des groupes djihadistes¹⁹. Cet état de fait illustre la relation complexe qui existe entre les acteurs et les parties prenantes du secteur, ainsi que le rôle stratégique que joue l'or dans l'établissement de la paix et de la sécurité au Burkina Faso.



15 Organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO), *Réduire les flux illicites de mercure et d'or en Afrique de l'Ouest : options pour une approche régionale*, 2018, <https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-02/UNIDO%20ECOWAS%20french.pdf>.

16 Hunter, *Beyond Blood*, p. 36.

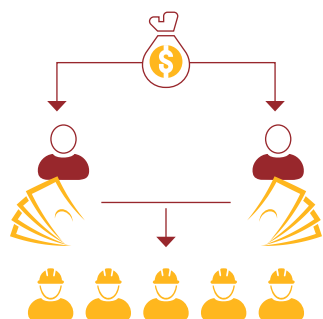
17 *Ibid.*, p. 16.

18 David Lewis et Ryan McNeil, « How jihadists struck gold in Africa's Sahel », Reuters, 22 novembre 2019, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/gold-africa-islamists/>.

19 *Ibid.*

Comment fonctionne le préfinancement dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or

LE PRÉFINANCEMENT EST DE L'ARGENT QUI EST AVANCÉ PAR LES ACHETEURS D'OR AUX ACTEURS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT TELS QUE DES EXPORTATEURS, DES NÉGOCIANTS OU DES COOPÉRATIVES ET QUI AVANCE ENSUITE DE L'ARGENT AUX ORPAILLEURS



La clé des activités d'extraction artisanale de l'or réside dans le préfinancement. On entend par « préfinancement » l'octroi d'avances de fonds, par les acheteurs d'or, aux exportateurs, qui avancent à leur tour des fonds aux acteurs qui les précèdent dans la chaîne d'approvisionnement, comme les négociants et les coopératives ou opérations minières artisanales, qui avancent eux-mêmes des fonds aux artisans miniers.

Ce mode de financement aide ces derniers à subvenir à leurs besoins essentiels, comme se loger et se nourrir, pendant qu'ils travaillent pour extraire suffisamment d'or à vendre. Il les aide également à couvrir le coût de l'équipement et du carburant nécessaires à la poursuite de leurs activités. Le plus souvent, les exploitantes et exploitants miniers remboursent leur créancier en lui versant un pourcentage de l'or qu'ils ont produit.

En RDC, des études d'IMPACT font état d'une utilisation généralisée de l'or comme monnaie d'échange pour les transactions courantes, un phénomène qui contribue à l'instauration d'une « économie de l'or ». En outre, les négociants qui commercialisent d'autres biens ou marchandises (comme de l'essence) se livrent au commerce de l'or soit pour faciliter leurs échanges commerciaux (par exemple, en évitant de transporter de grosses sommes d'argent liquide), soit pour maquiller leurs bénéfices et éviter ainsi de payer les impôts applicables. Dans ce contexte, l'or sert d'instrument financier et de monnaie plutôt que de produit minier vendu à des fins mercantiles²⁰.

Il semble que ce soit un cas différent au Burkina Faso. Alors que les exploitantes et exploitants miniers remboursent généralement leurs prêteurs en or, IMPACT n'a pas trouvé de pratique répandue selon laquelle ils utilisent l'or comme monnaie pour de petits achats quotidiens. Cependant, des preuves anecdotiques suggèrent que cela pourrait être le cas chez les propriétaires de puits et les négociants²¹.

²⁰ IMPACT, *Les intermédiaires : ces négociants qui compromettent les efforts de la République démocratique du Congo en faveur de la production d'or sans conflit*, p. 36, https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2020/09/The-Intermediaries_Sept-2020_FR-web.pdf.

²¹ D'après les observations d'IMPACT et de l'ARM en 2021 et 2022 dans le cadre du projet Fondations pour la paix.

Pour les négociants et les exportateurs, le préfinancement s'avère avant tout une solution de gestion de la trésorerie. C'est d'autant plus vrai qu'un laps de temps important peut s'écouler entre le moment où les fonds sont avancés aux exploitantes et exploitants miniers, le moment où l'or est extrait et le moment où il est remis au négociant ou à l'exportateur, pour être finalement livré à l'acheteur. Par exemple, des études d'IMPACT en RDC montrent qu'il faut environ six à huit semaines pour rembourser les fonds avancés, ce qui correspond à la période qui s'écoule entre le moment où l'or est acheté et celui où le versement pour l'exportation est reçu²².

Un modèle financier viable

Le préfinancement est un modèle dont la viabilité dépend de sa capacité à répondre aux besoins économiques de toutes les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement. Le prix de l'or étant fixé sur les marchés internationaux, les acteurs en amont de la chaîne d'approvisionnement (c'est-à-dire les exploitantes et exploitants miniers, les négociants et les exportateurs) disposent d'une marge de manœuvre restreinte, car les affineurs d'or ne sont pas prêts à dépasser un certain seuil de prix qui entamerait leur rentabilité. Ces marges doivent couvrir non seulement les bénéfices, mais aussi tous les coûts administratifs connexes tels que les impôts, les redevances, les frais de transport et les primes d'assurance²³.

Or, c'est lorsque les marges de profit dégagées par les circuits de vente légaux sont trop petits que les acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont tentés de recourir à la contrebande et au commerce illicite. De plus, les circuits de vente légaux engendrent des coûts qui les rendent peu concurrentiels par rapport à un marché illicite bien établi. Aussi est-il non seulement primordial de s'assurer que les parties prenantes ont accès à du financement, mais aussi que le contexte local ne rend pas le commerce légal de l'or trop peu concurrentiel par rapport au commerce illicite.

LORSQUE LES MARGES
DES VENTES LÉGALES
SONT TROP FAIBLES,
**LA CONTREBANDE
DEVIENT PLUS
AVANTAGEUSE**



22 Oscar Katho, Joanne Lebert, Jean Paul Lonema, Patience Singo et Gerard van der Burg, *Le projet Or Juste : leçons relatives à l'avenir de l'or artisanal en République démocratique du Congo*, IMPACT, 2021, p. 34, https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2021/03/IMPACT_Just-Gold-Lessons_March-2021_FR-web.pdf.

23 *Ibid.*, p. 18.



SECTION 2 :

Accès au financement
formel au Burkina Faso

Un manque d'options pour les communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or

Les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement en or du Burkina Faso se heurtent à plusieurs difficultés quand vient le temps de financer leurs activités par les voies légales et institutionnelles. À l'échelle mondiale, les pays qui pratiquent l'extraction artisanale souffrent pour la plupart du manque d'institutions bancaires reconnues. Et là où de telles institutions existent, des obstacles entravent l'accès des femmes, surtout en région rurale. Nous reviendrons sur ce point à la *Section 4 : Comment le manque d'accès au financement affecte les femmes minières*.

Les taux d'inclusion financière au Burkina Faso demeurent somme toute faibles. Les services financiers officiels proviennent des banques, des institutions de microfinance et des systèmes mobiles de transfert d'argent. Selon un rapport publié en 2019 par le Fonds monétaire international (FMI), moins de 25 % de la population du pays possède un compte dans une institution bancaire et moins de 10 % peut y contracter des emprunts²⁴.

Les institutions de microfinance jouent un rôle de premier plan au pays, étant donné qu'elles fournissent des services financiers aux personnes à faible revenu, aux chômeurs et aux personnes financièrement exclues. En 2018, 39 % des adultes étaient privés de services financiers au Burkina Faso, que ceux-ci soient formels ou non. L'accessibilité de ces services varie toutefois considérablement entre régions urbaines et rurales. En effet, 74 % des habitants des villes disposent d'un accès à des services financiers officiels (banques, institutions de microfinance ou sociétés de services financiers mobiles, par exemple), contre seulement 29 % des habitants des zones rurales²⁵. Cet écart coïncide avec l'emplacement des institutions de microfinance, qui se concentrent dans les régions rurales, tandis que les banques sont surtout établies dans les centres urbains²⁶. Les institutions de microfinance connaissent néanmoins, depuis le milieu des années 2000, une croissance attribuable à l'intégration de stratégies de microcrédit par de nouveaux acteurs et, de ce fait, sont devenues des concurrentes de poids des banques traditionnelles.

MOINS DE 25 % DE LA POPULATION DU BURKINA FASO A UN COMPTE DANS UNE INSTITUTION FINANCIÈRE



24 Fonds monétaire international, *IMF Country Report No. 19/16. Burkina Faso Selected Issues*, 2019, p. 8, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2019/cr1916-Burkina-Faso-SI.ashx>.

25 FENU, *Burkina Faso Financial Inclusion Roadmap 2018 – 2022*, 2018, p. 7. https://finmark.org.za/system/documents/files/000/000/198/original/Burkina-Faso_Roadmap_English.pdf?1601973604.

26 FENU, *Building Bridges to Financial Inclusion in Burkina Faso: Cost, Revenue, Performance and Effectiveness Analysis of Rural Mobile Savings Accounts*, mars 2020, <https://www.uncdf.org/Download/AdminFileWithFilename?id=10354&cultureId=127&filename=microlead---building-bridges-to-financial-inclusion-in-burkina-faso-hi-respdf>.

Parallèlement, les systèmes mobiles de transfert d'argent jouent un rôle prépondérant dans les régions rurales. Bien que les finances numériques n'en soient encore qu'à leurs balbutiements, le secteur a le vent dans les voiles, porté par la concurrence entre Orange et Telmob, qui offrent des services financiers à une vaste clientèle composée respectivement de 3 millions et de 1,1 million de membres²⁷. Dans certains sites miniers, les ventes d'or se font par téléphone cellulaire, le négociant versant les fonds à l'exploitante ou à l'exploitant par simple virement. Cette stratégie peut réduire le risque de vol et également éviter les problèmes liés au manque de liquidités disponibles. Cependant, certains ont noté que les services d'argent mobile peuvent être utilisés pour aider les gens à esquiver les contrôles sur les mouvements de capitaux et être exploitée par des groupes armés ou des criminels qui cherchent à s'autofinancer²⁸.

Réticence des institutions financières à s'ouvrir aux communautés minières

Le secteur de l'extraction minière artisanale de l'or se bute à des obstacles uniques et particuliers qui dépassent les frontières du Burkina Faso.



LES BANQUES SONT
RÉTICENTES À PRÊTER
DE L'ARGENT AUX
ORPAILLEURS

Ce secteur parallèle est connu pour les nombreux risques de crédit qu'il soulève et qui dissuadent les institutions financières d'y investir. En effet, sa nature déstructurée complique la négociation des accords de prêt. Les acteurs du secteur EMAPE étant souvent nomades ou sans permis, ils exercent un travail officieux, voire illégal. Le secteur n'est pas intéressant non plus pour les sociétés de crédit, car il offre un rapport risque-rendement peu avantageux. Comme les sites miniers sont souvent situés en région très reculée, leur emplacement nuit à la rentabilité des services de crédit. Rares sont également les acteurs qui disposent d'une garantie comme un terrain, d'où un risque élevé. Enfin, peu d'exploitantes et exploitants miniers ont les compétences et équipements nécessaires pour établir l'importance et la valeur des ressources sur le site; ils ne peuvent donc pas garantir aux institutions prêteuses la rentabilité de leur emprunt.

Dans la plupart des cas, les banques locales sont incapables d'évaluer efficacement les risques financiers, quand elles ne sont pas carrément absentes des régions rurales où les activités d'extraction sont pratiquées. Au-delà de cette contrainte, l'accès des exploitantes et exploitants à des ressources financières est compromis par le décalage entre les réalités du secteur minier artisanal et les exigences en matière de garanties de prêt, mais

²⁷ *Ibid.*, p. 11

²⁸ OCDE, *Gold at the crossroads. Assessment of the supply chains of gold produced in Burkina Faso, Mali and Niger*, 2018, p. 29, <https://mneguidelines.oecd.org/Assessment-of-the-supply-chains-of-gold-produced-in-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.

aussi par la rigidité du système bancaire local, qui est souvent soutenu par des institutions financières de développement (IFD) mondiales dont les normes sont incompatibles avec le financement de l'EMAPE²⁹.

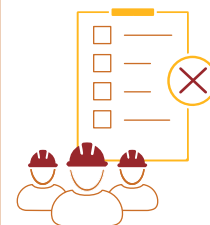
De son côté, l'or occupe une position particulière dans le secteur des minéraux en tant que valeur refuge qui enregistre peu de variations à court terme et qui fait l'objet d'une forte demande. C'est particulièrement vrai au vu du risque qu'il serve de véhicule pour le blanchiment d'argent et le financement des conflits ou du terrorisme³⁰. Cette situation avive les craintes des institutions financières, dont bon nombre ont relevé le seuil de conformité pour les acteurs du secteur. Or, ce seuil devient inatteignable pour beaucoup d'exploitantes et exploitants miniers et de petits négociants. Il constitue également un obstacle de taille pour les affineurs d'or qui souhaitent offrir du préfinancement aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement en amont – ce qui prive ces derniers d'une autre source de financement formelle.

Lorsque les prêteurs institutionnels sont prêts à prendre des risques, ils imposent souvent des taux d'intérêt rédhibitoires ou un terme de remboursement contraignant pour compenser le risque inhérent à leur investissement. En conséquence, les prêts sont souvent hors de prix pour bon nombre de petites entreprises. Et si les institutions ou initiatives bancaires consentent un prêt aux acteurs du secteur de l'EMAPE, ces derniers peuvent rarement s'en prévaloir, faute de compte bancaire³¹.

Alors que l'on sait comment les prêteurs officiels perçoivent les risques liés à ces prêts, le point de vue des exploitantes et exploitants miniers artisanaux, lui, n'est pas aussi bien documenté. Des exploitantes et exploitants artisanaux du Nigeria ont confié en entrevue que les coûts de formalisation exorbitants (p. ex., coûts d'obtention des permis, impôts et redevances élevés), de même que la faible marge de profit, les dissuadent de demander des prêts bancaires. Ils hésitent également à contracter des emprunts importants devant la volatilité du cours de l'or sur les marchés internationaux et l'absence de rendement garanti.

La plupart ont ainsi reconnu être incapables d'honorer l'ensemble des conditions imposées par les prêteurs formels³². Les faibles taux d'alphabétisation et de scolarisation des communautés de l'EMAPE – surtout chez les exploitantes minières – entravent également l'accès des travailleuses et travailleurs qui ont du mal à lire et à comprendre les politiques et exigences du système bancaire.

LA PLUPART DES ORPAILLEURS NE PEUVENT PAS SATISFAIRE AUX EXIGENCES DE PRÊT DES INSTITUTIONS FORMELLES



29 Par exemple, les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de la Société financière internationale (IFI) sont difficilement conciliables avec le secteur minier artisanal, et ce, même s'il s'agit des normes promues par la Société en matière d'exploitation minière.

30 FAFT, *Money laundering / terrorist financing risks and vulnerabilities associated with gold*, 2015, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ml-tf-risks-vulnerabilities-associated-with-gold.pdf>.

31 Sofala Partners, *The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR*, avril 2019, https://www.resolve.ngo/docs/ppa_-_barriers_and_opportunities_for_artisanal_access_to_finance_-_april_2019_-_final.pdf.

32 Olushola Daniel Eniowo et coll., « Risk factors limiting access to formal financing: Perceptions from artisanal and small-scale mining (ASM) operators in Nigeria », *The Extractive Industries and Society*, vol. 12, décembre 2022, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214790X22001526>.



SECTION 3 :

Dépendance vis-à-vis des modes
de financement informels

Types de financement informels dans les communautés minières

À défaut de financement formel, les acteurs de l'extraction artisanale de l'or du Burkina Faso dépendent en grande partie des prêts et réseaux d'emprunt parallèles. Ces sources de financement, comme les AVEC, sont situées le plus souvent en région rurale. Grâce à leur concours, des milliers de personnes réussissent à obtenir des fonds dans des endroits éloignés.

On trouve les AVEC dans des régions rurales du monde entier

sous des noms tels que *tontines*, *susús*, manèges et *xitiques*³³. L'idée qui les sous-tend est simple : faire passer l'inclusion financière de l'emprunt à l'épargne tout en tirant parti des relations de confiance entre les membres d'une même communauté. Les AVEC sont axées sur l'enrichissement des finances et des compétences grâce à l'épargne communautaire afin de répondre aux besoins des membres les plus défavorisés de ces groupes³⁴.

Même si elles sont mises en œuvre à grande échelle par d'importants organismes internationaux, qui en ont fait un pilier central de leur travail d'inclusion financière dans les secteurs ruraux parallèles, les AVEC ne sont pas encore largement répandues dans les communautés minières artisanales. IMPACT a été l'un des premiers organismes à adapter ce modèle au secteur minier artisanal dans le cadre de son projet AFECCOR, en RDC³⁵.

Le projet AFECCOR a été mis au point en tenant compte du contexte particulier des communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or. Situées pour la plupart dans des régions profondément rurales ou reculées, celles-ci sont souvent stigmatisées par les institutions financières. Les exploitantes et exploitants ont souvent des revenus irréguliers, se déplaçant entre les sites miniers avec des rendements en or plus élevés. Les communautés minières ont également souvent des taux élevés de migrants, en particulier dans les zones touchées par les conflits.

LES AVEC PERMETTENT
À DES MILLIERS DE
PERSONNES DANS
LES ZONES RURALES
D'ACCÉDER AU
FINANCEMENT



33 Hugh Allen and David Panetta, « Microfinance Paper Wrap-up: Savings Groups: What Are They? », MicroCapital, 3 décembre 2010, <https://www.microcapital.org/microfinance-paper-wrap-up-savings-groups-what-are-they-by-hugh-allen-and-david-panetta-published-by-the-seep-network/>

34 Laura Hendricks, « Village Savings and Loans: A Pathway to Financial Inclusion for Africa's Poorest Households » *Enterprise Development & Microfinance*, 2011, vol. 22, n° 2, <https://practicalactionpublishing.com/article/2230/village-savings-and-loans-a-pathway-to-financial-inclusion-for-africas-poorest-households>.

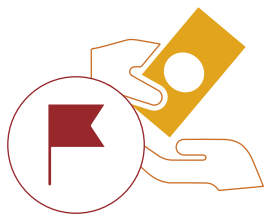
35 IMPACT, Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable (AFECCOR).

En l'absence de sources de financement officiel et d'AVEC, certains exploitantes et exploitants dépendent de prêts personnels provenant de membres de la famille ou d'amis. Comme nous l'avons vu en Section 1, beaucoup se tournent vers leur négociant ou d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour obtenir du préfinancement. Ils risquent alors de se voir imposer des conditions défavorables et de s'endetter lourdement auprès des négociants.

Cycle de la dépendance envers le financement parallèle

L'octroi de préfinancement aux exploitantes et exploitants miniers et aux négociants par les acteurs du marché informel a souvent un effet contraignant en les obligeant à vendre leur or à ces mêmes réseaux parallèles. Il en résulte alors une dépendance envers les financiers informels qui va au-delà d'une simple relation d'emprunt.

L'UTILISATION DU
FINANCEMENT
INFORMEL EST
CONSIDÉRÉE COMME
UNE RISQUE DE
CONFORMITÉ PAR LE
SECTEUR FINANCIER
INSTITUTIONNEL,
LAISSANT LES
ORPAILLEURS
DÉPENDANTS DE
CES SOURCES
INFORMELLES



Par ailleurs, le recours à des moyens de financement informels suscite souvent la méfiance des institutions financières et des acteurs du marché officiel, qui hésitent à nouer des relations commerciales avec les exploitantes et exploitants artisanaux et les négociants. Leurs préoccupations concernent surtout les risques de conformité liés au blanchiment d'argent ou à d'autres activités criminelles telles que les attaques armées illégales et les mouvements djihadistes, mais aussi les risques de réputation que soulève le travail des enfants dans les mines d'or artisanales.

Il s'agit d'un cercle vicieux pour les exploitantes et exploitants miniers et les petits négociants, car le fait de passer par des prêteurs informels compromet leur accès aux marchés et aux modes de financement officiels, ce qui les rend en retour encore plus dépendants de ces créanciers informels. Et celles et ceux qui comptent suivre les voies légales en sont incapables, car leurs sources de financement – auxquelles ils ont engagé leur vente d'or – continue de provenir de sources informelles et potentiellement illégales.

NOUS VOYONS DES
PROJETS QUI FINANCENT
LES PRODUCTEURS
AGRICOLES, MAIS LES GENS
PRATIQUANT L'ORPAILLAGE,
EUX, SONT EN RESTE.
POURTANT, NOUS AUSSI
FAISONS PARTIE DU
DÉVELOPPEMENT DU PAYS.

Conseiller du village, Centre-Nord,
février 2022



PARTIE 4 :

Comment le manque
d'accès au financement
affecte les femmes minières

Portrait des femmes dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso

Les femmes des quatre coins de l'Afrique subsaharienne jouent un rôle important, quoique souvent invisible ou ignoré, sur les sites d'exploitation artisanale de l'or³⁶. Elles sont souvent mises à l'écart des activités minières en raison d'interdits ou de préjugés, et vivent conséquemment d'activités secondaires comme la préparation des repas et le transport des minéraux sur les sites miniers.

D'après une enquête menée sur 103 sites d'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso en 2020, c'est jusqu'à 23 % de la main-d'œuvre qui y est composée de femmes et de jeunes filles³⁷. Les études d'IMPACT dans la région du Centre-Ouest indiquent pour leur part que les femmes forment de 12 % à 33 % des effectifs des mines d'or artisanales³⁸.

On considère les rapports hommes-femmes peu égalitaires au Burkina Faso³⁹, ce qui transparaît dans les rôles, les responsabilités et les dynamiques de pouvoir au sein du secteur.

Les femmes engagées dans l'orpaillage au Burkina Faso assument différentes tâches telles que le lavage des minéraux et le creusage, ainsi que des activités de soutien, entre autres dans de petites entreprises. Selon un rapport de 2021, 46 % des femmes présentes sur les sites miniers étaient des exploitantes, 27 % des propriétaires de petites entreprises, 14 % des serveuses, 9 % des propriétaires de restaurant et 4 % des travailleuses du sexe. En fait d'activités minières, les femmes s'occupent essentiellement du lavage et du tamisage des minéraux, tandis que le creusage des tunnels reste l'apanage des hommes⁴⁰.

ENVIRON **23 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE SUR LES SITES MINIERS SONT DES FEMMES**



36 Doris Buss et coll., *Gender and Artisanal and Small-Scale Mining in Central and East Africa: Barriers and Benefits*, GrOW Research Series, 2017, <https://grow.research.mcgill.ca/publications/working-papers/gwp-2017-02.pdf>.

37 Gouvernement du Burkina Faso, *Plan d'action national de réduction, voire d'élimination du mercure dans l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or conformément à la convention de Minamata sur le mercure 2020-2029*, 2020, p. 28, <https://www.thegef.org/projects-operations/projects/9711>.

38 D'après les recherches menées par IMPACT en 2021 sur les sites miniers du Centre-Ouest. Jean Paul Lonema et Oscar Katho, *Cartographie de la chaîne d'approvisionnement de l'or artisanal et son système de financement au Burkina Faso*, IMPACT, 2021 (document non publié).

39 Voir par exemple l'indice d'inégalité de genre (IIG), où le Burkina Faso se classe 157^e sur 192 pays. UNDP, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII> [source consultée le 17 novembre 2022].

40 ARM, *Diagnostic genre dans le secteur de la mine artisanale et à petite échelle (MAPE) au Burkina Faso et propositions de recommandations d'actions ciblées*, 2021, p. 69, https://delvedatabase.org/uploads/resources/ARM_Rapport-final_Diagnostic-Genre-MAPE-Burkina-Faso.pdf.

Accès au financement pour les exploitantes minières du Burkina Faso

Il existe une forte inégalité entre les genres en ce qui concerne l'accessibilité du financement au sein des communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or du Burkina Faso.

Dans les deux régions où IMPACT a analysé les données, le Centre-Ouest et le Centre-Nord, les femmes des communautés artisanales aurifères avaient nettement moins accès aux services financiers que le reste de la population⁴¹. Moins de 3 % de ces femmes avaient un compte bancaire, contre 6,5 % des hommes de leur communauté, ou 17 % des femmes à l'échelle nationale. Aucune des femmes de la communauté avait contracté de prêt auprès d'une institution financière formelle, mais 19 % avaient utilisé des sources informelles. Lorsqu'on les interroge sur leurs sources de crédit, les exploitantes et exploitants nomment des membres de leur famille, des amis ou propriétaires de puits⁴².

Écarts entre les genres au Burkina Faso : accès aux institutions financières formelles⁴³

 Population nationale du Burkina Faso

 Communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso

COMPTE BANCAIRE

Pourcentage de la population de plus de 15 ans qui possède un compte individuel ou conjoint dans une banque ou une institution financière formelle.

CRÉDIT

Pourcentage de la population de plus de 15 ans qui a emprunté de l'argent auprès d'une institution financière formelle au cours des 12 derniers mois.



Hommes

25,7 %

6,5 %



Femmes

17 %

2,7 %

9 %

0,2 %

4,6 %

0 %

⁴¹ D'après les données de base du projet Fondations pour la paix d'IMPACT recueillies en janvier 2022.

⁴² Les données sur les communautés de l'or artisanal proviennent des données de base du projet Fondations pour la paix d'IMPACT, recueillies en janvier 2022. Ce projet regroupait 207 hommes et 299 femmes des communautés minières du Centre-Ouest et du Centre-Nord du Burkina Faso. Statistiques nationales provenant de « DataBank: Global Financial Inclusion – 2021 », Banque mondiale, consulté le 19 janvier 2023, <https://databank.worldbank.org/source/global-financial-inclusion>.

⁴³ Ibid.

Au même titre que les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement de l'or artisanal, qui dépendent eux aussi de l'accessibilité du préfinancement, les femmes ne peuvent démarrer une activité minière économiquement viable en l'absence de capitaux d'emprunt⁴⁴. Aussi leur autonomie financière et leur sécurité économiques passent-elles par l'octroi de solutions de financement. D'où la nécessité de comprendre les dynamiques d'exclusion qui sous-tendent la répartition inégale des richesses entre les hommes et les femmes afin de soutenir les efforts de formalisation et de responsabilisation des chaînes d'approvisionnement de l'or artisanal.

Conséquences des inégalités d'accès au financement

En vue de la rareté des études portant sur les exploitantes minières artisanales du Burkina Faso et les difficultés découlant du manque de financement, les travaux menés dans d'autres pays peuvent nous apporter un éclairage utile. Par exemple, les recherches d'IMPACT sur les obstacles à l'égalité des genres dans le secteur minier en RDC, au Rwanda et en Ouganda révèlent que les femmes sont exclues des mécanismes de financement et d'accès aux capitaux⁴⁵ même si elles représentent jusqu'à 73 % de la main-d'œuvre des sites miniers. Au Rwanda notamment, elles ne peuvent obtenir de crédit auprès des banques, car elles ont besoin pour ce faire de l'autorisation de leur mari, qu'il leur est souvent difficile d'obtenir⁴⁶.

Il s'agit d'un obstacle majeur à l'égalité des genres dans le secteur. En vertu des traditions et des restrictions légales, les femmes ne peuvent détenir ni hériter de parcelles et de droits miniers, ce qui les prive des capitaux dont elles ont besoin pour développer leurs activités.

Et comme elles ne disposent pas des mêmes informations, études et ressources que les hommes, beaucoup finissent par travailler de manière sans permis et informel⁴⁷. Leur participation au secteur de l'exploitation minière artisanale et les bénéfices qu'elles en tirent s'amenuisent considérablement dès que d'autres autour d'elles évoluent vers la formalisation, la légalité et la mécanisation⁴⁸. Or, sans engagement clair envers l'intégration de la dimension de genre et l'autonomisation des femmes, la formalisation ne fera que creuser ces écarts de pouvoir entre hommes et femmes.

44 planetGold, *Access to Finance. Options for Artisanal and Small-Scale Mining*, 2 020, https://www.planetgold.org/sites/default/files/2020-06/Access-to-Finance-Options-for-ASM_FV.pdf.

45 IMPACT, *Les femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle au Rwanda*, novembre 2017, <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/12/women-in-artisinal-and-small-scale-mining-Rwanda-recommendations-FR.pdf>.

46 IMPACT, *Les femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en Afrique centrale et en Afrique de l'Est*. Autonomisation : portrait des obstacles et des possibilités, 2017, https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Women-in-ASM_DRC_final-July-2017-FR.pdf.

47 Fitsum Weldegiorgis, *Women in Artisanal and Small-scale Mining: Interventions for Greater Participation*, IISD, 2 018, <https://www.iisd.org/publications/brief/women-artisanal-and-small-scale-mining-interventions-greater-participation>.

48 *Ibid.*

Sans financement, les femmes ne peuvent pas investir dans l'amélioration de leurs activités minières – qu'il s'agisse d'acheter de l'équipement, de payer des cotisations à une coopérative ou des frais de licence, ou encore d'obtenir l'accès à une concession ou à des puits miniers. À la place, elles demeurent cantonnées à des activités de soutien comme le lavage et le concassage des minéraux, une situation qui perpétue les inégalités.

Par exemple, des chercheurs en Guinée ont découvert que chaque tiers des bénéfices de la vente d'or est réparti entre les exploitants de premier rang, les propriétaires de machinerie et les exploitants de second rang. Les femmes, qui sont considérées comme des exploitantes de second rang, reçoivent quant à elles seulement un quart de ce tiers, soit l'équivalent de 8 % du total des produits de la vente d'or⁴⁹.

La situation semble similaire au Burkina Faso.

Il ressort en effet des données d'IMPACT que les femmes sont nettement moins payées que les hommes pour les mêmes tâches. Ainsi, pour le lavage des minéraux, une corvée essentiellement féminine (63 %), les exploitantes gagnent quelque 18 000 francs CFA par mois (soit l'équivalent de 29 \$ US), tandis que leurs homologues masculins touchent 49 375 francs CFA (soit l'équivalent de 80 \$ US) pour cette même tâche⁵⁰.

Tâches et revenus des femmes dans les mines d'or artisanales du Burkina Faso⁵¹

TÂCHE	Femmes		Hommes	
	Nombre de personnes engagées dans l'activité	Revenu mensuel moyen (en francs CFA)	Nombre de personnes engagées dans l'activité	Revenu mensuel moyen (en francs CFA)
 Concassage	-	-	6 %	69 375
 Creusage	17 %	10 833	81 %	59 243
 Orpillage	17 %	25 653	2 %	58 333
 Lavage	63 %	18 124	30 %	49 375
 Transport de l'eau	21 %	11 067	2 %	35 000
 Transport du minerai	5 %	23 600	5 %	33 333

49 Bayo (2017, 310) Soumahila Bayo, *Microcrédit et genre dans un contexte de pauvreté en Haute Guinée*, thèse de doctorat, Université de Toulouse-II-Le Mirail.

50 D'après les données de base du projet Fondations pour la paix d'IMPACT recueillies en janvier 2022.

51 *Ibid.* Les pourcentages ne totalisent pas 100 %, car les répondants ont pu sélectionner plusieurs réponses.

SI LE BANQUIER VOUS
CONNAÎT ET
SI VOUS POUVEZ
REMBOURSER OU SI VOUS
AVEZ DES GARANTIES,
IL TE DONNE LE CRÉDIT.
MAIS UNE EXPLOITANTE
QUI LAVE LE MINERAI NE
PEUT PAS OBTENIR UN
PRÊT À LA BANQUE.

Exploitante minière artisanale,
Centre-Ouest, février 2022



SECTION 5 :

Des communautés plus
résilientes grâce aux
groupes d'épargne

Les associations villageoises d'épargne et de crédit en bref

Les acteurs du secteur de l'EMAPE ont un criant besoin de financement, et plusieurs structures ont été proposées pour y répondre : microfinancement, prêts commerciaux, programmes d'aide gouvernementaux, capital-investissement, crédit acheteur et autres formes de financement local et communautaire⁵². Toutefois, il est clair que les solutions de financement offertes correspondent au degré de formalisation atteint et que beaucoup demeurent hors de la portée de l'exploitant moyen au Burkina Faso.

Dans ce contexte, les groupes d'épargne communautaire comme les AVEC représentent des solutions simples mais intéressantes pour favoriser l'inclusion financière de la main-d'œuvre parallèle du secteur de l'extraction artisanale – et tout particulièrement celle des femmes.

Selon le modèle des AVEC, ce sont les membres de la communauté qui sont soutenus pour fonder leur association. Ils se réunissent régulièrement pour verser de l'argent dans la caisse d'épargne de l'association et consentir des prêts à leurs membres à même cette caisse. Comparativement aux institutions de microfinance, les intérêts payés sur les prêts retournent dans la caisse commune, ce qui stimule l'épargne des membres au fil du temps. Au terme d'un cycle d'un an, chaque membre reçoit sa quote-part de cette épargne, calcul fait du produit des intérêts perçus sur les prêts. Chacun peut alors décider d'investir son capital dans une activité génératrice de revenus ou dans un besoin du ménage, ou encore le réinjecter dans un autre cycle d'épargne et le voir ainsi fructifier.



**L'ÉPARGNE
AUGMENTE** LORSQUE
LES INTÉRÊTS SUR
LES PRÊTS SONT
REMBOURSÉS

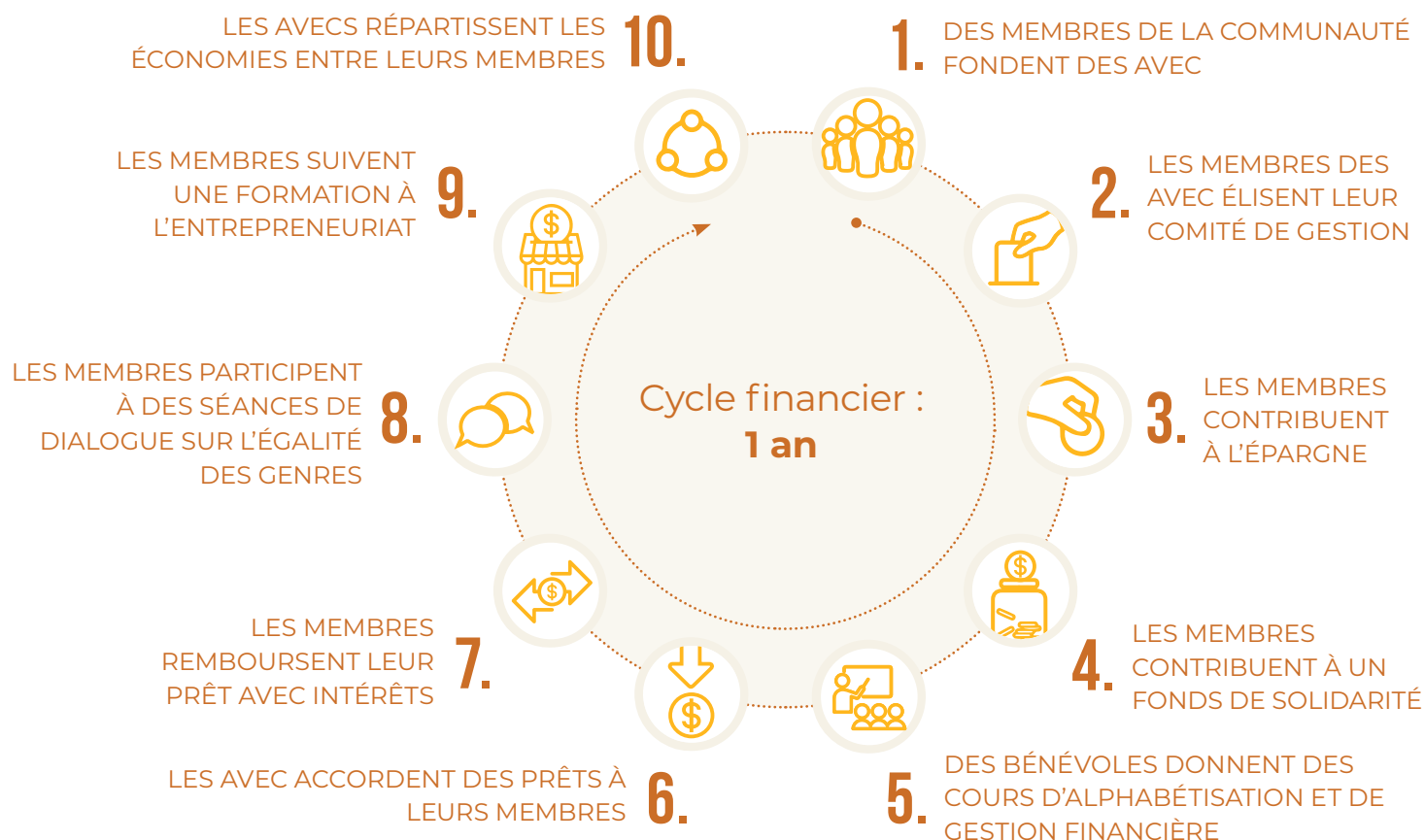
Les groupes d'épargne dans les communautés minières artisanales

En 2018, IMPACT a mis à l'essai pour la première fois le modèle des AVEC dans des communautés de l'extraction artisanale de l'or en RDC⁵³. Le projet AFECCOR, dans le nord-est de la province de l'Ituri, visait à aider des exploitantes et exploitants d'or artisanaux et des membres de la communauté à accéder au crédit et à l'épargne.

⁵² planetGold, *Access to Finance*.

⁵³ IMPACT, *Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable (AFECCOR)*.

Fonctionnement du projet AFECCOR



Depuis ce temps, le projet AFECCOR a été étendu au Burkina Faso en 2021, où il est offert aux communautés de cinq sites d'extraction artisanale de l'or dans le Centre-Ouest et le Centre-Nord, dans le cadre du projet Fondations pour la paix d'IMPACT. Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec l'Alliance pour une mine responsable (ARM)⁵⁴.



LES 1300 MEMBRES
ONT ÉPARGNÉ
131 000 \$ AU COURS
DE LA PREMIÈRE
ANNÉE D'ÉPARGNE

En RDC, plus de 800 femmes et de 600 hommes ont fondé 50 AVEC et économisé collectivement plus de 45 000 \$ US en un an. La majorité des 1 200 prêts consentis, soit 72 %, ont été contractés par des femmes. Au bout de la première année, les AVEC ont toutes décidé de poursuivre leurs activités, et 20 autres groupes ont été lancés par d'anciens membres⁵⁵.

Au Burkina Faso, ce sont 54 AVEC qui ont été créées par plus de 1 300 membres, dont plus de 80 % sont des femmes. Au cours de la première année du cycle d'épargne, soit entre décembre 2021 et décembre 2022, les membres ont mis de côté collectivement plus de 131 000 \$ US. Chacun a économisé en moyenne 8,15 \$ US par mois⁵⁶, une somme considérable

⁵⁴ IMPACT, Fondations pour la paix.

⁵⁵ IMPACT, *Favoriser l'accès à l'épargne et au crédit des communautés pratiquant l'extraction d'or artisanale*, 2019, p. 9, https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2019/10/AFECCOR-brochure_Sept-2019-FR_Web-2.pdf.

⁵⁶ D'après les données recueillies en décembre 2022 auprès des AVEC ayant participé au projet Fondations pour la paix.

quand on la compare aux revenus locaux. Selon des études menées par IMPACT dans les deux régions, le salaire mensuel moyen s'élève à 98 \$ US pour les hommes et à seulement 28 \$ US pour les femmes⁵⁷.

La majorité des membres AVEC ont contracté des prêts auprès de leurs groupes : 94 % de femmes et 87 % d'hommes. Dans la région du Centre-Nord, pour 62 % des membres, c'était la première fois qu'ils contractaient un prêt.

Dans les deux cas, les prêts ont généralement servi à lancer ou à bonifier des activités génératrices de revenus dans le secteur des petits commerces et services comme le transport et les services alimentaires. Cette aide contribue directement à la diversification des économies locales des communautés minières rurales, qui sinon dépendent lourdement des importations provenant d'autres régions plus agricoles.

Dans les régions où l'or sert de monnaie d'échange pour les transactions courantes, comme en RDC, les groupes d'épargne peuvent remettre en cause cette pratique. Comme seul l'argent comptant peut être déposé dans un compte de l'AVEC, les membres sont encouragés à échanger régulièrement leur or contre des espèces – mais aussi à payer leurs créanciers en argent comptant. Au terme du premier cycle financier en RDC, 70 % des participantes et 57 % des participants du projet AFECCOR disaient utiliser davantage d'argent qu'auparavant pour leurs transactions quotidiennes⁵⁸. Ce changement réduit l'emprise des prêteurs informels qui proposent souvent des conditions défavorables aux travailleurs et surtout aux travailleuses.



Les groupes d'épargne au service de l'égalité des genres et de la formalisation du secteur

Parallèlement, le projet AFECCOR accorde une grande importance aux questions de genre qui déterminent l'accessibilité du financement⁵⁹.

Dans le cadre de ce projet mené en RDC et au Burkina Faso, les participantes et participants ont pris part à des dialogues sur la gestion du budget familial afin de réduire les conflits domestiques pouvant découler des interventions en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

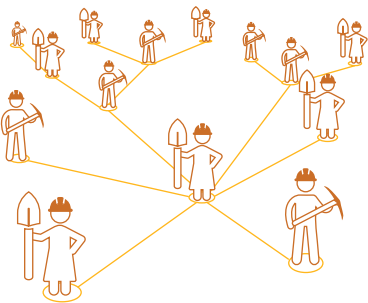
⁵⁷ D'après les données de base du projet Fondations pour la paix d'IMPACT recueillies en janvier 2022.

⁵⁸ IMPACT, *Favoriser l'accès à l'épargne et au crédit des communautés pratiquant l'extraction d'or artisanale*.

⁵⁹ Victoria Reichel, « Financial inclusion for women and men in artisanal gold mining communities: A case study from the Democratic Republic of the Congo », *The Extractive Industries and Society*, vol. 7, n° 2, 2020, p. 412-419, <https://doi.org/10.1016/j.exis.2019.05.003>.

Dans un projet similaire mis en œuvre par Trickle Up au Burkina Faso, la combinaison d'AVEC et de séances de sensibilisation aux questions de genre, notamment sur la diminution de la violence psychologique, a généré d'importantes retombées. Une autre étude a toutefois révélé les limites d'une telle approche, puisqu'aucune baisse notable de la violence physique n'a été constatée⁶⁰.

Fruit d'une stratégie de sensibilisation au genre, le projet AFECCOR valorise le leadership au féminin en encourageant la formation de comités de gestion des AVEC dirigés par des femmes et le travail des femmes bénévoles dans la communauté⁶¹. Toutefois, son potentiel réside surtout dans l'intégration d'autres programmes favorisant l'égalité des sexes, tels que des projets destinés à réduire la violence contre les femmes. Par exemple, en RDC, le projet Femmes de paix, mis en œuvre au terme d'un premier cycle financier des AVEC, visait à renforcer la participation des femmes aux efforts de pacification et à la médiation des conflits domestiques au sein des communautés locales⁶².



**DES STRUCTURES
SOCIALES QUI PEUVENT
SE TRANSFORMER EN
GRANDS COLLECTIFS
DES ORPAILLEURS**

Selon les observations d'IMPACT, les AVEC et les autres mécanismes de financement communautaires apparentés sont des structures sociales qui peuvent aisément évoluer vers des collectifs d'exploitantes et d'exploitants artisanaux de plus grande envergure ou soutenir la création de tels regroupements – en particulier des regroupements de femmes. Ainsi, la création de la première association d'exploitantes minières artisanales dans la province congolaise de l'Ituri, le REAFECOM⁶³, est le fruit d'une initiative des adhérentes des AVEC dans leurs communautés respectives.

En RDC, en Ouganda et au Zimbabwe, IMPACT a constaté que très souvent, c'est l'offre de financement communautaire qui représente une première étape vers la création d'associations d'exploitantes minières⁶⁴.

D'autres recherches soutiennent par ailleurs que les liens sociaux qui se développent au sein des groupes d'épargne communautaires décuplent l'action collective des membres d'associations ou de coopératives minières en les aidant à coordonner les décisions touchant au remboursement des emprunts et à s'unir dans leur intérêt mutuel⁶⁵.

60 Leyla Ismayilova et coll., « An Integrated Approach to Increasing Women's Empowerment and Reducing Domestic Violence: Results of a Cluster-Randomized Controlled Trial in a West African Country », *Psychology of Violence*, vol. 8, n° 4, p. 448-459, <https://doi.org/10.1037/vio0000136>.

61 IMPACT, *Favoriser l'accès à l'épargne et au crédit des communautés pratiquant l'extraction d'or artisanale*, p. 17.

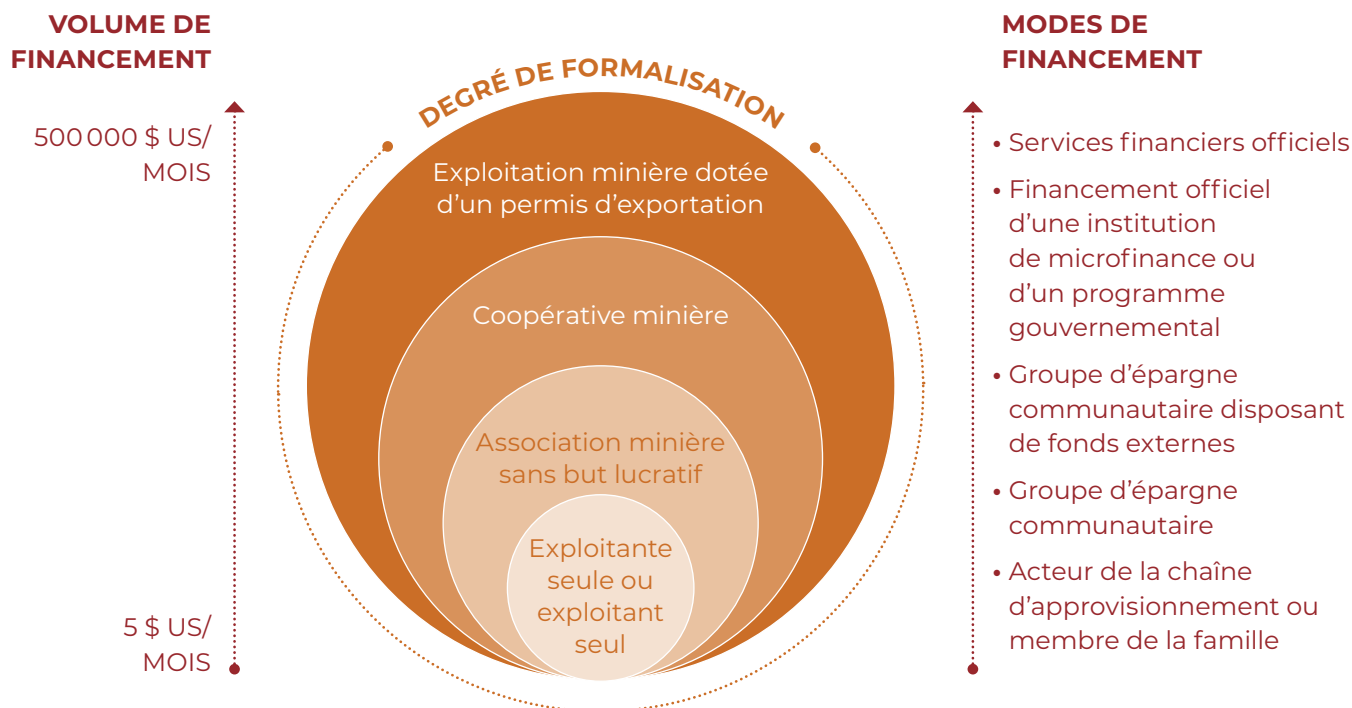
62 « Femmes de paix », IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/femmes-de-paix/> [source consultée le 27 décembre 2022].

63 Découvrez le REAFECOM, le regroupement solidaire des exploitantes d'or artisanal en RDC, IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/decouvrez-reafe-com-video/> [source consultée le 27 décembre 2022].

64 D'après les entretiens réalisés en février 2020 aux fins de la collecte des données de base du projet Creuser pour l'égalité d'IMPACT. Creuser pour l'égalité, IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/creuser-pour-legalite/> [source consultée le 22 décembre 2022].

65 Eniowo et coll., *Risk factors limiting access to formal financing*.

Corrélation entre accessibilité du financement et formalisation des activités



Ces constatations confirment les liens étroits qui résident entre l'inclusion financière et la formalisation du secteur de l'extraction artisanale de l'or. Ce n'est qu'en ayant accès à du financement que les exploitants miniers artisanaux –surtout féminins – peuvent accéder au marché formel et au commerce légal de l'or.

Contribution des groupes d'épargne à la paix et à la sécurité

Au Burkina Faso, de nombreuses régions aurifères sont en proie à des conflits qui varient par leur nature et leur ampleur et qui découlent d'un certain nombre de facteurs complexes et interdépendants à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale. La concurrence pour l'accès aux ressources minières est l'un des nombreux facteurs qui alimentent les tensions dans bon nombre de communautés où l'extraction artisanale de l'or est pratiquée. Ces tensions sont exacerbées par la présence croissante de migrants à l'intérieur du pays qui, dans leur nouvel habitat, dépendent souvent de l'or pour assurer leur subsistance⁶⁶.

⁶⁶ Hunter, *Beyond Blood*.



**LE FONDS DE
SOLIDARITÉ
EST COMME
UNE ASSURANCE
SOCIALE LÀ OU IL
N'Y EN A PAS**

En renforçant la résilience économique de leurs membres, les AVEC peuvent contribuer à les mettre à l'abri de l'insécurité en période de crise. Cette résilience peut revêtir plusieurs formes, qu'il s'agisse d'investir dans des activités génératrices de revenus autres que l'exploitation minière pour compenser les périodes de baisse de la production d'or; d'investir dans la modernisation de la technologie et des équipements miniers artisanaux pour accroître les rendements et la productivité; ou encore de créer un fonds de solidarité pour aider les membres à faire face aux dépenses imprévues. Tous ces moyens peuvent contribuer à protéger les moyens de subsistance, une recommandation dont l'importance est largement reconnue dans la prévention des conflits, et notamment des conflits liés à la gestion des ressources naturelles⁶⁷.

De plus, il est prouvé que les fonds de solidarité améliorent la cohésion sociale des membres au sein des communautés. En plus d'épargner toutes les semaines, les membres des AVEC versent de l'argent dans ce fonds d'urgence géré séparément. Ils peuvent ensuite y puiser pour payer des frais médicaux ou d'autres dépenses urgentes, un peu comme une assurance sociale communautaire. Une étude réalisée en 2015 en Afrique de l'Ouest montre comment ces instruments financiers permettent aux femmes d'accroître la résilience de leur ménage et de leur communauté grâce à la création d'un filet de sécurité⁶⁸.

En RDC, 93 % des participantes et participants à AFECCOR ont fait état d'une meilleure cohésion sociale dans leur communauté immédiate pendant la durée du projet⁶⁹. La plupart ont mentionné le fonds de solidarité comme source de cette cohésion, en raison de la bouée de secours qu'il leur procure en cas d'urgence. En plus de leur inspirer confiance, le fonds est une source de fierté pour ces groupes.

Dans le cas du REAFECOM en RDC, ce réseau est devenu un porte-voix des besoins des exploitantes artisanales de l'or au sein de la coopérative minière locale et auprès des autorités régionales. Dans la foulée de sa mission, il a fait de la sécurité des femmes et des jeunes filles une priorité en aidant les survivantes de violences sexuelles à obtenir des services, ainsi qu'en servant de médiateur dans les conflits locaux, dont la majorité sont des querelles domestiques⁷⁰.

Ce modèle illustre éloquentement la façon dont l'épargne communautaire peut favoriser la mobilisation collective en faveur de la sécurité des femmes et amener ces dernières à assumer un rôle moteur dans les dialogues pour la paix. Grâce à leur influence positive sur la collaboration entre membres d'une même communauté et le renforcement de la cohésion sociale, les groupes d'épargne communautaires peuvent s'inscrire dans des stratégies d'atténuation des conflits au sein des régions de l'or artisanal.

67 FAO, *Burkina Faso – Analysis of conflicts over the exploitation of natural resources: Summary*, 2021, <https://reliefweb.int/attachments/a5695ab8-9712-31f3-b22b-14dcb62ae837/cb6023en.pdf>.

68 CARE, *The Resilience Champions. When Women Contribute to the Resilience of Communities in the Sahel Through Savings and Community-Based Adaptation*, 2015, https://www.care-international.org/files/files/Rapport_Resilience_Sahel.pdf.

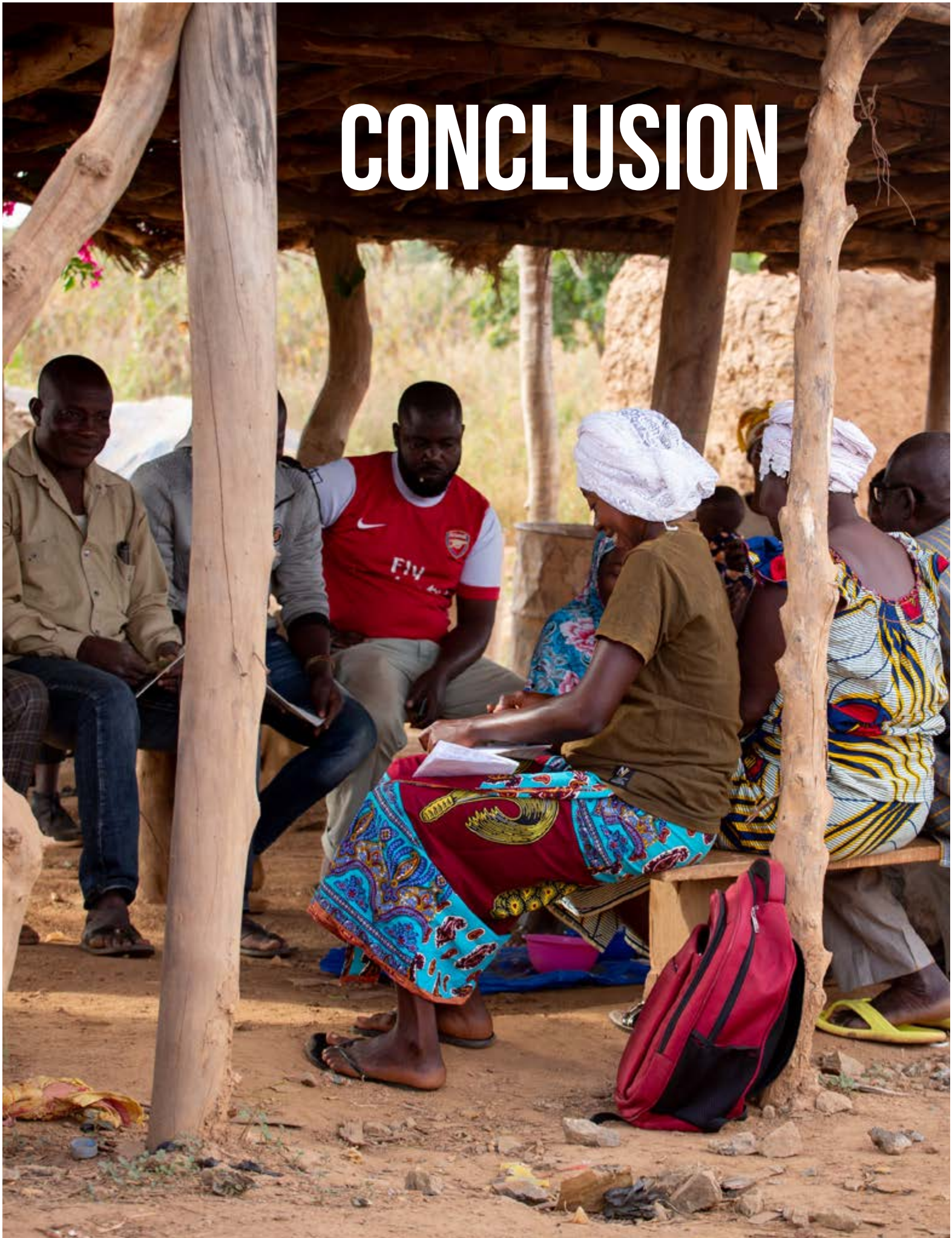
69 IMPACT, *Favoriser l'accès à l'épargne et au crédit des communautés pratiquant l'extraction d'or artisanale*, p. 8

70 « Femmes de paix », IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/femmes-de-paix/> [source consultée le 27 décembre 2022].

LE MANQUE D'ACCÈS
DES EXPLOITANTES ET
EXPLOITANTS ARTISANAUX
À DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE EST
UN ENJEU DÉCISIF.
À CE JOUR, AUCUNE
INSTITUTION N'ACCEPTE DE
PRENDRE LE RISQUE DE
FINANCER LE SECTEUR.

Représentant du secteur EMAPE,
Ouagadougou, juin 2022

CONCLUSION



Les initiatives destinées à lutter contre le commerce illicite de l'or artisanal dans divers contextes se sont concentrées pour la plupart sur la formalisation comme outil de transition vers la légalité. Cependant, il est peu probable qu'un processus de formalisation indifférent à la relation entre le commerce illicite de l'or et le financement du secteur EMAPE réalise cette finalité.

Dans le cadre d'un processus uniquement réglementaire et législatif, certains acteurs artisanaux risqueraient de ne procéder à leur formalisation que sur papier. Ils obtiendraient les autorisations nécessaires pour être reconnus comme des exploitants légaux, mais continueraient à emprunter par des voies illégales pour faire circuler l'or à l'intérieur et à l'extérieur du pays – cela, en raison de leur dépendance envers le préfinancement de sources informelles et du manque d'incitations à passer par les voies légales.

Comme la formalisation du secteur minier artisanal est souvent vue sous un angle sexogénérique, elle tient rarement compte du fait que les femmes se heurtent à des obstacles disproportionnés qui risquent d'aggraver leur marginalisation et de perpétuer le caractère parallèle de ce secteur.

Dans ce contexte, les AVEC peuvent constituer une bonne première voie vers l'inclusion financière pour les exploitantes et exploitants miniers, car elles offrent un tremplin vers toute une gamme de moyens d'accès à du financement. Au Burkina Faso, comme ailleurs en Afrique subsaharienne, la création d'AVEC ouvre également la voie à de nouvelles formes de financement. Ces structures fournissent du microcrédit à leurs membres et contribuent au développement d'un réseau d'épargne et d'emprunt dans des régions reculées et généralement non bancarisées.

Au Burkina Faso, le Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB) a mis en place un ensemble de prêteurs sous la gouverne d'une organisation fondée sur les principes de la mobilisation de l'épargne locale, du développement des entreprises de crédit, de la promotion de produits et services adaptés, et d'une administration transparente et démocratique⁷¹. De concert avec la Société pour le financement de la petite entreprise (SOFIPE), le RCPB a mené un projet pilote dans le cadre de l'expansion du programme MicroLead du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) afin d'établir un mécanisme de financement viable. Ce projet destiné aux femmes aide les habitantes des régions rurales à se constituer des économies grâce des groupes d'épargne communautaire. Il a permis l'ouverture de comptes accessibles par téléphone dans les communautés rurales, en plus d'offrir des programmes d'alphabétisation sur téléphone mobile⁷².

⁷¹ Alpha Ouédraogo et Dominique Gentil, « Le Réseau des caisses populaires du Burkina Faso », *La Microfinance en Afrique de l'Ouest*, p. 19-49 (Paris : Karthala).

⁷² FENU MicroLead, *Building Bridges to Financial Inclusion in Burkina Faso*.

Bien que ces moyens de financement ne soient pas encore à la portée des communautés pratiquant l'extraction artisanale de l'or du Burkina Faso, il est encourageant de constater que de nouvelles possibilités s'offrent aux populations rurales jusqu'ici non bancarisées du pays.

Il n'empêche que les AVEC constituent un premier pas décisif pour ces communautés. Grâce à leur soutien, les membres peuvent comprendre les mécanismes d'épargne et d'emprunt collectifs d'un point de vue individuel qui trouve plus facilement écho en eux. Ils en tirent une première expérience à laquelle ils pourront se rapporter au moment de participer à un groupe d'épargne et de placement.

Comme les AVEC sont adaptées au secteur de l'extraction artisanale de l'or, et en même temps accessibles et profitables pour les femmes, elles offrent un potentiel prometteur en ce qui concerne l'obtention de résultats à grande échelle. Elles ont des retombées positives sur la sécurité économique et la cohésion sociale des communautés en contribuant aux stratégies de prévention des conflits et de pacification, et ce, non seulement au Burkina Faso, mais aussi dans d'autres environnements à haut risque.

Par-dessus tout, les AVEC offrent à des millions d'exploitantes et d'exploitants artisanaux dans le monde la possibilité d'accéder à l'épargne et au crédit. Elles représentent un tournant important pour rompre les liens avec les créanciers informels et le commerce illicite, et pour évoluer vers des chaînes d'approvisionnement légales en or artisanal.

JAMAIS NOTRE VILLAGE
N'A ACCUEILLI CE GENRE
D'INSTITUTIONS : BANQUES,
COOPÉRATIVES DE
CRÉDIT OU GROUPES
D'ÉPARGNE. CELA NOUS
SERAIT D'UNE GRANDE
AIDE SI VOUS POUVIEZ
LES FAIRE VENIR ICI.

Exploitant minier artisanale,
Centre-Nord, février 2022



Photos de Vincent Bado/IMPACT

Photos d'orpailleurs et de membres de la communauté participant au projet AFECCOR dans la région Centre-Ouest du Burkina Faso en novembre 2022.

Page 5 : Un exploitant broie du minerai.

Page 12 : Un membre d'une AVEC détient la cotisation hebdomadaire des membres de son groupe lors de la réunion hebdomadaire.

Page 16 : Les membres d'une AVEC contribuent à leur groupe lors de leur réunion hebdomadaire.

Page 20 : Une femme travaille dans une mine d'or artisanale.

Page 26 : Les membres d'une AVEC se réunissent lors de leur réunion hebdomadaire pour contribuer à leur épargne.



135, avenue Laurier Ouest, bureau 100
Ottawa, Ontario, K1P 5J2, Canada
+1 613 237-6768

www.impacttransform.org

Suivez-nous sur

    @IMPACTtransform